



HAUTE AUTORITÉ DE  
LA COMMUNICATION

## Martine Condé décorée au Bénin

Page 8



SUCCÈS

## Bafisher, l'infatigable porte-drapeau parlementaire guinéen

Page 7

# le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°540 ● LUNDI 19 DÉCEMBRE 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

## Bantama Sow prend fait et cause pour Mouctar Diallo...

Dr Fodé Oussou Fofana lui demande de se taire



Date des élections communales

## Février 2017, la date du trompeur

Lisez aussi l'interview  
de Me Salif Kébé,  
porte-parole de la Ceni  
Page 2&8



### DOCUMENT

Un banquier  
français au  
cœur du  
scandale des  
mines en  
Guinée

Page 7



Transfèrement du dossier  
du massacre du 28  
septembre à la CPI:

## Qui veut faire insulter les magistrats guinéens?

Page 2



Confidences

## Ebola-business et arrestation de Mahmoud Thiam aux Etats-Unis

Page 2



## Confidences PUBLIQUES



### Ebola business: Le procès suit son cours en appel

Silence! Les tradipraticiens guinéens et leur président Dr Daman Traoré (sur la photo) avaient remporté le procès en première instance au tribunal de Mafanco. A présent, ils suivent de près son déroulé dans les locaux de la Cour d'appel de Conakry. *Dura lex ced lex*. A l'issue du verdict de cette instance, l'avocat saura sur quel prétoire continuer à défendre l'intérêt de ces respectables membres de la plus représentative fédération des praticiens guinéens de la médecine traditionnelle mise en place grâce à l'expertise du bienveillant Dr Daman Traoré sur recommandation de ses confrères ouest-africains lors de leur mémorable rencontre d'Ouagadougou.



### Mahmoud Thiam arrêté aux Etats-Unis, la suite du feuilleton débuté en 2011

L'affaire ressemble fort à un règlement de comptes entre cowboys mais cette fois pas sur le terrain Guinée où s'est déroulé tout le tintamarre dans l'affaire Simandou, Zogota, Conakry express et autres China development fund..., mais aux Etats-Unis. Et comme dans tout feuilleton, surprises et revirements ne manqueront pas. L'ancien ministre des Mines Mahmoud Thiam, arrêté le 13 décembre 2016 aux Etats-Unis connaît bien les dossiers sulfureux Bsgr-Vale, et Rio Tinto. Les fonds chinois aussi. Lui-même s'était prononcé sur ces dossiers dans plusieurs interviews et tribunes publiées par les médias nationaux et internationaux dont *Le Populaire*. Ce qui démontre à l'évidence que son arrestation (et sa prochaine inculpation) pour corruption et blanchiment d'argent d'origine chinoise ne peut en aucun cas être assimilée à une mince affaire voire un trophée de guerre par les dirigeants d'un régime scotché à l'instabilité juridique ou par un groupe d'intérêt dont les boss se prennent pour le nombril de la terre.

## Elections communales

# Février 2017, la date du trompeur

Cela ne devrait surprendre personne si l'on apprend dans les semaines à venir que la date retenue par l'Accord politique du 12 octobre 2016 pour la tenue des élections locales est devenue caduc.

Depuis 25 ans la Guinée a toujours du mal à organiser des élections de proximité. Ce qui dénote, d'une part, d'un manque de volonté, de l'autre, d'un manque de moyen ou encore d'un manque de capacité.

Quel espoir au sortir du dialogue politique ayant conduit à la signature de l'accord du 12 octobre 2016 ! Mais quelle autre déception lit-t-on sur les visages de nombreux guinéens aujourd'hui !

La déception s'accroît au fur et à mesure que le temps passe et que les recommandations ne soient pas appliquées. Alors que dans le calendrier électoral guinéen chaque jour compte pour non pas éviter de commettre des erreurs, mais de se rattraper par rapport à celles déjà commises et qui est en train de se commettre.

Le Code électoral modifié qui, juridiquement doit baliser le chemin tortueux de ce long processus électoral devant mener à l'organisation des communales, souffre d'un manque de crédibilité. Dont l'évidence a été prouvée à la suite de la lecture du premier texte amendé et envoyé à l'Assemblée nationale qui ne reflétait pas du tout l'esprit de l'Accord politique. Accord qui

dispose que les chefs locaux soient désignés proportionnellement aux résultats obtenus par chaque liste. Mais, il a été regrettable de constater que le contenu dudit projet prévoyait une loi réglementaire à cet effet. Pour justifier cette anomalie, l'Administration prétend qu'il s'agit d'une erreur, d'une confusion dans le tri de bons et de mauvais documents. De ce seul argument, on peut en déduire qu'il y a eu tentative de substitution des documents (faits punis par la loi) dans l'intention de tromper les députés et de les faire adopter une loi contraire.

Qui en serait responsable? Deux institutions républicaines sont garantes de cet accord politique. En premier lieu, le président de la République qui avait pris l'engagement «d'appliquer et de faire appliquer les recommandations issues de l'accord politique». En second, l'Administration du territoire dont le patron ayant présidé aux concertations, est président du Comité de suivi.

Le Comité, avant de se mettre en place, avait pris assez de retard à tel point qu'à un moment donné, il a fallu que l'opposition mette la pression et menace de battre le pavé pour qu'en fin, il soit créé. Et que la vraie version de la propo-



Pas sûr que le pays va tenir les élections en février. La Ceni en mal de programme réaliste, Alpha Condé aussi.

sition de loi électorale soit déposée au parlement dont l'examen a commencé vendredi 16 décembre 2016. Les députés n'ont pas droit à l'erreur sur ce coup-là. Un travail rigoureux et minutieux s'impose donc aux élus de tout bord politique. Car, il ne reste que moins de 2 semaines au chef de l'Etat pour fixer la date des communales si elles devraient avoir lieu en février 2017.

L'article 28 de la Constitution dispose que «le Président de la République fixe le jour du scrutin au moins soixante jours avant celui-ci». Ce qui veut dire donc que même si la tenue des communales est fixée au 28 février 2017, il faudrait ne pas dépasser le 31 décembre 2016 sans qu'Alpha Condé n'ait fixé la date du scrutin. Au risque de voir ces élections une fois encore reportées.

Au regard de ce constat, on peut admettre de l'incertitude de la tenue de ces élections en février 2017. En plus du manque de volonté du gouvernement, il y a l'aspect financier des élections.

150 milliards pour l'organisation des locales. La Ceni annonce avoir besoin de 50 milliards pour combler ses dépenses.

Ceci pourrait bien servir comme prétexte bien huilé par l'Etat pour reporter la date des locales.

Sauf miracles donc, les élections communales ne peuvent se tenir en février. Elles pourraient être renvoyées à la fin du premier trimestre 2017. Il faudra faire avec car, telle est la nouvelle tendance électorale guinéenne en perpétuelle report.

Par Abdoul Malick Diallo

## Interview de Me Salif Kébé, porte-parole de la Ceni

# «Il est anticipé de parler d'élections...»

La tenue des élections locales en février 2017 conformément à l'Accord politique du 12 octobre, semble de plus en plus impossible. C'est ce qui ressort de cet entretien téléphonique que nous avons eu avec le chargé du Département juridique et porte-parole de la Ceni. Me Salif Kébé soutient qu'il est trop tôt pour parler des communales.

**Le Populaire: Pratiquement, il ne reste plus que deux mois avant la tenue des élections locales telle que prévue par l'Accord politique. Est-ce que**

**financièrement, la Ceni est prête?**

Me Salif Kébé: Lorsqu'on a étudié le budget des élections locales, on avait inclus la révision des listes électorales et les remarques formulées à la fin de la présidentielle sur le fichier électoral. Donc, la restructuration du fichier et la révision des listes électorales obligatoire avant chaque élection. Maintenant puisque le dialogue avait dit qu'on peut aller avec le fichier actuel sans réforme, on a jugé utile de revoir la partie du budget concernant le fichier électoral. Sur 450 milliards de



Me Salif Kébé, chef du département juridique et porte-parole de la Ceni.

FG initialement prévus pour les élections locales on avait revu, corrigé et enlevé la partie concernant la révision des listes électorales. Et il nous a été donné un montant de 200 milliards de FG. Sur ce montant, il a été aussi prévu d'enlever la partie concernant les élections dans les districts et quartiers. Donc, pratiquement, il nous restait à peu près 150 milliards FG. c'est sur cette base que nous avons fait la demande.

Suite à la page 8

# le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée  
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

# le populaire Magazine

### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura  
+224 664 294 851  
bangouramady@gmail.com

### REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo  
+224 655 620 085  
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

### SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo  
+224 664 888 237  
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

### CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo  
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet  
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré  
bmphilantraore@gmail.com

### IMPRESSION

Imprimerie du Centre  
+224 664 290 063  
imprimerieducentre@gmail.com

### EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye  
+224 655 404 294 / 622 971 896  
lepopulaireconakry@gmail.com

### CONSEILLER

Alain Rivière

### E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo  
tidiani83@gmail.com

### PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com



# Ministère de la Défense nationale Le discours mémorable de Dr Diané

M. le Président de l'Assemblée Nationale ; honorables députés ; C'est pour moi un honneur de venir devant votre auguste Assemblée pour vous présenter la politique sectorielle du Ministère de la Défense Nationale en rapport avec la session budgétaire en cours. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Honorables Députés, Il est utile de rappeler que le Ministère de la Défense Nationale a été créé par l'Ordonnance N° 023/PRG/ du 16 Décembre 1958 et modifiée par le Décret N° D/2014/091/PRG/ SGG du 11 Avril 2014.

Selon les termes de ce Décret, le Ministère de la Défense Nationale a pour mission principale la mise en œuvre de la politique définie par le Gouvernement en matière de Défense nationale. A cet titre, il est particulièrement chargé de :

- Veiller à la garantie de la défense et de l'intégrité du territoire national contre toute forme d'agression ;
- Défendre et sauvegarder les institutions de la République ;
- Veiller à la protection des personnes et de leurs biens ;
- Veiller à la défense des intérêts vitaux de la Nation ;
- Veiller à la surveillance et la défense des espaces aérien et maritime du territoire national ;
- Veiller à la bonne gestion du patrimoine de l'Armée.

Pour l'accomplissement de ses missions, le Ministère de la Défense Nationale dispose des structures suivantes :

- Une Direction de Cabinet ;
- Un Cabinet du Ministre ;
- Des Services d'appui ;
- Un Pôle Relations Internationales de Défense ;
- Des Services rattachés ;
- Des Organes Consultatifs ;
- Des Organismes de Commandement.

Monsieur le Président, Dans le cadre de la poursuite de la réforme et le renforcement des efforts déployés pour améliorer les conditions de vie de nos populations et accélérer le progrès économique, les objectifs prioritaires suivants ont été assignés au Ministère de la Défense Nationale :

- 1- La rédaction des derniers textes législatifs et réglementaires pour renforcer le cadre juridique de la réforme ;
- 2- La professionnalisation et le renforcement de la capacité opérationnelle des forces de défense ;
- 3- La sécurisation du territoire national ;
- 4- L'amélioration de la qualité des dépenses militaires ;
- 5- L'application des accords et conventions militaires ratifiés par la Guinée dans le cadre bilatéral et multilatéral.

Ces objectifs ont été rappelés par Monsieur le Premier Ministre, chef du gouvernement dans sa lettre de mission N° 119/CAB/P du 11 mars 2016.

En effet, la réforme qui est la boussole de l'action du département de la défense devrait atteindre une vitesse de croisière à la suite de l'élaboration, l'adoption et la promulgation de la loi de programmation militaire (LPM) en décembre 2014. Cela devrait permettre la montée en puissance de l'armée redimensionnée, formée, équipée et capable de faire face aux défis sécuritaires imposés aujourd'hui au monde par le terrorisme international.

Malheureusement, il en est autrement, car les ressources qui devraient être allouées à la mise en œuvre de la LPM à partir de 2015 peinent à être mobilisées, par les faits conjugués de la crise financière internationale et de la déstabilisation de l'économie nationale due à la survenue imprévisible de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

Malgré toutes ces contraintes, la LPM avait connu un début d'exécution par l'allocation exceptionnelle de crédit à hauteur de cent six milliards quatre cent soixante-dix millions neuf cent soixante-un mille quatre cent cinquante-deux francs guinéens (106 470 961 452 GNF) en 2015 sur la ligne investissement. Cette ligne qui n'était dotée que de trente milliards soixante-dix millions quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30 070 497 999) GNF est passée à cent trente-six milliards cinq cent quarante-un millions quatre cent cinquante-neuf mille quatre cent cinquante-un (136 541 459 451) GNF, alors que la tranche de l'année de base 2015 de la LPM se chiffrait à huit cent

→ le bloc administratif de Kindia ;  
→ le musée de l'armée à Kankan ;  
→ la gendarmerie départementale de Coyah ;  
→ les latrines du Centre d'Instruction de Kindia ;  
→ la clôture du camp Soundiata Keita de Kankan ;  
→ la réhabilitation de réseau d'adduction d'eau et d'électricité au camp Alpha Yaya, à l'Ecole Nationale de Gendarmerie de Sonfonia et à l'Etat-Major de l'Armée de Mer à Sonfonia ;  
→ l'équipement de cinq bâtiments du camp Alpha Yaya ;  
→ la salle de formation et le hangar à la direction générale des pensions militaires et anciens combattants ;  
→ les cuisines aux Ecoles militaires de Manéah ;  
→ deux (02) parcours d'obstacles à Samoreyah (Kindia) ;  
→ la brigade de gendarmerie de Tangaly (Tougué) ;  
→ le début d'exécution du contrat de réparation des patrouilleurs. Honorables Députés, en dépit de cet effort fourni par mon département, force est de



Dr Mohamed Diané, ministre d'Etat, chargé de la Défense.

cinquante-six milliards huit cent trente-quatre millions sept cent soixante mille (856 834 760 000) GNF.

Ainsi, mon département a lancé son programme d'activités conformément à la lettre de mission, nonobstant les difficultés liées à l'insuffisance des ressources.

Vous me permettez, Monsieur le Président, de vous décliner l'exécution du budget exercice 2016 de mon département.

Le budget alloué au Ministère de la Défense Nationale en 2016 s'élève à 1 529 867 749 216 GNF contre un montant de 1 739 127 040 000 GNF en 2015, soit une diminution de 209 259 290 784 GNF représentant 13,68%.

Dans l'exécution du budget 2016, une consommation de 1 383 892 674 002 GNF a été enregistré à la date du 30 Novembre 2016 soit 90% du montant des crédits alloués.

Dans le cadre des investissements, le ministère a pu achever la construction, la rénovation et l'équipement de certaines infrastructures telles que :

- deux (02) immeubles R+2 au camp Almamy Samory Touré ;
- cinq (05) bâtiments R+2 au camp Alpha Yaya ;
- le garage central du camp Alpha Yaya ;
- cinq (05) bâtiments pour le commandement au camp Alpha Yaya ;
- douze (12) bâtiments pour l'Etat-major de l'armée de mer à Sonfonia ;
- dix (10) bâtiments R+1 à l'école de la gendarmerie de Sonfonia ;
- vingt-cinq (25) bâtiments au camp Kwamé N'krumah du Km 36 ;

reconnaitre que certains de nos besoins en matériels, en mobiliers, en engins de combat, en habillement et en infrastructures restent à satisfaire.

Au regard de ces défis énormes dont mon département a charge de relever, le projet de budget 2017 diminue drastiquement nos prévisions et compromet la mise en œuvre du plan d'action ainsi que la loi de programmation militaire dont la tranche 2017 est de huit cent dix-neuf milliards sept cent vingt millions trois cent quatre-vingt-dix mille (819 720 390 000) GNF.

En effet, sur une prévision annuelle du département de deux mille huit cent quatre-vingt-sept millions sept cent quatre-vingt-six millions deux cent neuf mille six cent vingt-cinq (2 887 786 209 625) GNF, le ministère du budget a proposé la somme de mille cinq cent soixante-quinze milliards cent trois millions huit cent dix-neuf mille (1 575 103 819 000) GNF, dont vingt milliards (20 000 000 000) en investissement, soit une diminution de mille trois cent douze milliards six cent quatre-vingt-deux millions trois cent quatre dix mille six cent vingt-cinq (1 312 682 390 625) GNF correspondant à 45,45%.

Vous comprendrez aisément, Honorables Députés, les difficultés auxquelles le Ministère de la Défense Nationale est confronté dans l'atteinte des objectifs majeurs assignés à lui. En guise d'illustration, avec ce budget d'investissement 2017 d'un montant de vingt milliards (20 000 000 000) GNF, pouvons-nous :  
→ Réparer les patrouilleurs de l'armée de mer pour faire face

à la piraterie maritime, afin de maintenir le "carton vert" remis au Président de la République ?  
→ Equiper la gendarmerie pour faire face aux multiples défis sécuritaires à l'intérieur du territoire ?

→ Equiper l'armée de terre pour mieux sécuriser les frontières face aux menaces djihadistes ?  
→ Ressourcer les aéronefs de l'armée de l'air pour la surveillance et la défense de l'espace aérien ?

→ Rembourser l'avion CASA qui a fait crash au Libéria avec onze (11) de nos vaillants soldats ?

→ Nous engager dans les opérations intérieures et extérieures jusqu'à 2 000 hommes sur un préavis de 48h, sans limitation de durée ?

→ Construire des abris pour les militaires déployés le long des frontières ?

→ Equiper le bataillon du génie militaire pour lui permettre de participer au développement socio-économique du pays tout en s'investissant dans l'assainissement de la ville de Conakry ?

Monsieur le Président, Honorables Députés, Le Ministère de la Défense Nationale a toujours été considéré comme un département dépensier.

Nous l'admettons parce que c'est désormais dans la mentalité de certaines personnes. Cependant, la sécurité des recettes douanières aux frontières, la protection des installations stratégiques et industrielles (sources de production économiques), la sécurité des zones minières, la lutte contre la piraterie maritime, la rentrée des devises à travers notre participation au maintien de la paix, la quiétude sociale et la stabilité qui sont les garants du développement économique, social et politique auxquels nous aspirons tous sont le fait des actions salvatrices des forces de défense et de sécurité, qui ne peuvent être toutes chiffrées.

Honorables Députés, la paix n'a pas de prix. Et vous conviendrez certainement avec moi que sans sécurité il n'y a pas de paix, et sans la paix, il n'y a pas de développement.

C'est pour toutes ces raisons que je sollicite votre soutien pour nous permettre de disposer des ressources nécessaires afin de pouvoir nous acquitter efficacement des missions qui nous sont dévolues.

Je vous remercie de votre aimable attention. ■

## Ils ont dit



**Béa Diallo, dans l'émission Œil de lynx à propos d'un éventuel 3e mandat du président Alpha Condé:** « Je vais être honnête avec vous. Je vais vous dire quelque chose que vous allez entendre. Si demain, on dit que le président de la République, qui a grandi en Europe, qui est un véritable démocrate, se permet un troisième mandat, je ferai partie de ses plus gros opposants pour empêcher ça. C'est quelque chose qui doit être clair et bien entendu. »



**Oyé Guilavogui, ministre des Transports, à propos du projet d'extension de la zone Est du Port de Conakry:** « C'est le plus grand projet depuis 2010. D'ailleurs, ce qui est extrêmement important, il y aura une pénétrance routière en échangeurs qui va permettre aux gros porteurs de sortir de la ville sans passer par l'autoroute. Naturellement, cela permettra de désengorger nos routes qui connaissent beaucoup d'embouteillages. »



**Leslie Caldwell, membre du département de la Justice américaine, sur l'arrestation de l'ancien ministre des Mines Mahmoud Thiam aux Etats-Unis accusé d'avoir perçu des pots-de-vin de deux entreprises chinoises en échange de contrats:** « Nous ne pouvons tolérer que les Etats-Unis deviennent un paradis pour des responsables de gouvernements étrangers corrompus. »

**ACTU  
CONAKRY**  
LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur  
[www.actuconakry.com](http://www.actuconakry.com)  
Tel: +224 622 56 56 67  
+224 657 36 36 26  
E-mail : [actuconakry@gmail.com](mailto:actuconakry@gmail.com)



## Vite dit...

## Désignation des élus locaux, une menace pour la gouvernance locale...

Le consensus trouvé entre le parti au pouvoir et l'opposition républicaine sur la désignation des élus locaux au prorata des résultats des élections communales irrite la société civile qui y voit des manœuvres politiciennes pour bafouer la gouvernance locale en Guinée. Le président du Conseil national des organisations de la Société civile guinéenne (CNOSCG) pense qu'il ne s'agit non pas tout simplement d'élire de gens à la tête des communes, mais de «*les rendre redevables*» vis-à-vis des populations les ont choisies. «*Les élus doivent rendre compte et respecter leurs engagements. On a une obligation de faire de telle sorte que les populations prennent conscience que les gens ne doivent pas être élus sur une base politicienne, communautaire ou ethnique, mais que ça doit être des personnes qui ont des projets de société pour la localité et qui ont l'intégrité et la morale nécessaire de retourner l'ascenseur à la population qui les ont choisies*».

Dansa Kourouma estime que la désignation des conseillers locaux constitue une menace sérieuse pour la gouvernance locale. Car, précise-t-il, dans ces conditions, les élus ne sont redevables qu'à leurs formations politiques au détriment des citoyens à la base. «*La gouvernance locale est menacée par des actes politiques incohérents à travers des accords politiques qui prennent les populations en otage et qui bâillonnent la démocratie à la base et qui feront que les choix de responsables à la base ne sera pas fait sur la base de la confiance, mais sur la base de l'engagement politicien. Cela constitue une menace sérieuse à notre processus démocratique*». Et d'ajouter: «*Quand les élus ne rendront qu'aux partis politiques qui les ont désignés c'est l'autorité de l'Etat qui va s'effriter*».

Par Abdoul Malick Diallo

Assemblée nationale / Groupe Libéral-démocrate  
Mouctar Diallo devient désobéissant

Mardi 13 décembre 2016, à l'adoption de la Loi de finances initiale, les députés membres du **groupe Libéral démocrate** conduit par l'Ufdg s'est abstenu de voter. A l'exception du député **Mouctar Diallo** qui préside un des partis alliés en l'occurrence, Nouvelles forces démocratiques (NFD), et qui a décidé de faire cavalier seul en votant contre cette loi. Explications.

L'honorable Diallo estime que cette loi est loin d'aider le pays à sortir de la misère. Il dit haut et fort que ce budget ne tient pas compte des secteurs les plus importants de la vie socioéconomique. Raison pour laquelle, il a choisi de voter contre, tout en défiant avec mépris le mot d'ordre de son groupe parlementaire qui commandait à chacun des députés l'abstention. Mais pour quelles raisons évidentes le député qu'il est n'a-t-il pas daigné se faire plaisir de conforter la position



Mouctar Diallo préside les NFD.

que les membres de son groupe parlementaire ont bien voulu suivre ? Le député répond qu'il est libre dans ses choix. Point barre.

Toutefois, reconnaît Mouctar Diallo, même si «*beaucoup d'entre eux voulaient voter contre*», ils ont accepté de se conformer au consigne «*qu'ils ont respecté*». Contrairement à lui Mouctar Diallo qui se prévaut d'une «*liberté*» et d'une «*indépendance*» qui l'*amène à assumer cette position de voter contre*».

Mouctar Diallo de préciser à nouveau: «*Je rappelle que je ne suis pas membre de l'Ufdg, donc je privilégie la vision des NFD*». Il ajoute également que s'il est député, c'est grâce à l'effort unique des militants et sympathisants des Nfd.

A ceux qui s'étonnent de ce qu'il vient de dire, Mouctar Diallo rappelle qu'aux élections législatives, «*on ne pouvait pas présenter deux listes dans le cadre de notre alliance. Il fallait*

*avoir une liste et nous ne le regrettons pas. Nos militants se sont mobilisés autour de cette liste. Le parti NFD a contribué matériellement, intellectuellement, physiquement, financièrement, humainement dans tous les domaines pour faire gagner la liste de l'Ufdg*». Ancien ministre de l'Élevage dans le gouvernement de la Transition dirigé à l'époque par Jean-Marie Doré, le député Mouctar Diallo indique que son parti aurait pu avoir plus d'un député lors des législatives de 2013 s'il avait présenté des candidats sous sa propre bannière.

En prenant le choix de faire cavalier solitaire au sein du groupe parlementaire Libéral démocrate, Mouctar Diallo des NFD nargue plus qu'il n'incarne le leadership du nouveau front de défiance (à l'intérieur même du camp) de l'opposition parlementaire.

Par Aissatou Diallo

## Bantama prend fait et cause...

Le ministre conseiller chargé de mission à la Présidence, **Sanoussy Bantama Sow** prend fait et cause pour le leader des NFD, Mouctar Diallo, dans le nouveau front de contestation. Il affirme d'emblée qu'*«on ne peut pas prendre les gens en otage*». Et que le leader politique qui fut ministre de l'Élevage sous la Transition a effecti-

vement prêté main forte à l'Ufdg de **Cellou Dalein Diallo** durant les précédentes élections. M. Sow souhaite également que la justice dise son fait à l'Ufdg sur les dossiers l'opposant au Rpg Arc-en-ciel, et principalement l'affaire Mohamed Koula Diallo.

Pour le cas particulier de la candidature à l'élection communale prochaine à Ratoma

opposant le leader des NFD à l'Ufdg, Sanoussy Bantama Sow encourage Mouctar Diallo à ne pas se laisser faire.

M. Sow est d'avis qu'*«il faut montrer à ces gens-là (de l'Ufdg) que chaque citoyen est libre de prendre son bulletin le jour du vote et mettre dans l'urne pour le candidat de son choix*».

Par A.D.



Bantama Sow (Rpg Arc-en-ciel)

## Dr Fodé Oussou lui demande de se taire

Réagissant au soutien soudain de Bantama Sow au leader des NFD, le Vice-président de l'Ufdg, **Dr Oussou Fofana** a simplement demandé à M. Sow d'accepter de «*se taire, (...) parce qu'il a fait plus de mal que du bien*» au régime Alpha Condé. Mais s'il persiste à soutenir Mouctar Diallo contre l'Ufdg, c'est qu'il



Dr Oussou Fofana (Ufdg).

cherche à étaler au grand jour «*l'incapacité*» de la *gouvernance Condé à assurer la sécurité des citoyens*» du pays. Et comme du berger à la bergère, Dr Fofana de demander à M. Sow «*qu'il nous réponde: Mohamed Koula Diallo a été tué aux abords du siège de l'Ufdg, mais pas dans le siège, (...) Mme Aissatou Boiro, Thierno*

*Aliou Diaouné ancien ministre (ont tous été assassinés), Chérif Diallo journaliste est porté disparu, le préfet de Coyah a été attaqué...*»

N'est-ce pas là «*une preuve palpable de l'incompétence*» du régime Alpha Condé?, interroge le Vice-président de l'Ufdg.

Par A.D.

PodiumMagazine et Safico Multimedia Présentent

**Top 5 de Guinée**

**7<sup>ème</sup> Edition**

DE LA REMISE DU TROPHÉE

**ENTREE SUR INVITATION**

Meilleur Chanteur 2016 ?

FÊTE SES 15 ANS  
**15 JEUDI**  
DÉCEMBRE  
Au Boulevard Sélect à 19H

**20 MARDI**  
DÉCEMBRE  
Au Centre Culturel Franco-Guinéen  
De 9H à 22H

AU PROGRAMME :  
Défilé de modes, remise de tableaux d'arts, exposition d'œuvres, formation des journalistes et animateurs culturels sur le thème : «la presse au service de la culture».  
Prestations artistiques avec le groupe standard de Petit Condé, Les espoirs de coronnie, Djéré fouta, Abraham sonty, Sekouba Bambino, Kani Dambakaté, Bafode Mère Mère, Mam's la Star, Les Zawagui, Abdoulaye Korofé.

Partenaires Médias : Safico, RFG, ESPACE, VISION, GTS tv, KOLAZINE, KONAKKA, AGUIPEL, JACQUET, AJED, le populaire, AFROGUINEE.COM

Partenaires : Université Foa Mohamed II, Pépinière 02 Octobre, Boulevard Sélect Chez KPC, Sow Rôleau  
G : 661 002 070 / 662 895 930 / 620 160 069



# Alpha Condé aux diplomates et ONG occidentales : « Vos organisations ne sont pas transparentes »

Le président Alpha Condé ne compte plus se soumettre au diktat des occidentaux sur la marche de son pays.

**L**i l'a fait savoir lors de la dixième session de la Commission d'orientation stratégique qui s'est tenue au Palais Sékhoutoureye en présence des présidents des Institutions républicaines, des ambassadeurs et autres chefs d'institutions internationales et des experts locaux et étrangers. Sans langue de bois, le chef de l'Etat a prévenu les diplomates et les organismes occidentaux de sa nouvelle décision. « Nous n'allons plus accepter que les ONG occidentales nous dictent notre conduite. Tous les Etats africains commencent à en



Alpha Condé dit que les préjugés à l'égard des Etats africains doivent cesser.

avoir marre. Ce ne sont pas ces ONG qui dirigent nos Etats. Nous avons des obligations à l'égard de nos populations. Nous ne sommes pas des ONG, nous sommes des Etats qui ont des obligations à l'égard de nos populations. Nous n'allons plus accepter n'importe qui dicter notre conduite. C'est quelque chose auquel la Guinée ne va plus accepter à partir l'année prochaine».

Selon Alpha Condé, les préjugés à l'égard des Etats africains doivent cesser maintenant. « Vous avez un problème de confiance à l'endroit de nos Etats. Vous avez vu pendant Ebola. L'aide a servi à payer les hôtels, les billets d'avion et les perdiems etc. Tant que les gens sont dans des hôtels 5 étoiles avec des perdiems, ils n'ont pas intérêt qu'Ebola finisse. Alors que nous, on était pressé pour que l'épidémie finisse. Eux, en font un fonds de commerce.

Nous sommes en train de tirer les leçons de ça. Nous avons vu ce qui s'est passé en Haïti où 90% de l'aide est parti dans le fonctionnement des institutions internationales».

Il faut donc à l'orée de 2017, une collaboration franche entre l'occident et l'Afrique pour faire disparaître les préjugés et affronter les défis auxquels le continent fait face. « Il faut que progressivement vous fassiez confiance aux Etats, que vous travailliez avec les ministères et qu'on ne nous impose pas toujours de passer par des structures.... On veut que nous soyons transparents mais pendant ce temps, vos organisations ne sont pas transparentes et on ne veut pas qu'on en parle. Il faut que nos partenaires balaient devant leur propre porte et qu'ils cessent de nous imposer de passer par des gens qui, eux-mêmes ont des intérêts. Il faut qu'on se parle

franchement». Cette sortie d'Alpha Condé rappelle le discours de Sékou Touré en 1958 quand celui-ci avait déclaré à général De Gaulle « nous préférons la liberté dans la pauvreté à l'opulence dans l'esclavage».

Et puis récemment de Dadis « la Guinée n'est pas un arrondissement de la France ». Comme pour dire que les discours ne changent rien dans la marche du monde.

Seul le travail peut permettre à l'Afrique de se départir du diktat des occidentaux.

« La main qui donne c'est la main qui dirige », enseigne le dicton.

Tant que l'Afrique tendra la main, les donateurs vont d'une manière ou d'une autre lui imposer leurs règles.

Par Abdoul Malick Diallo

## La Cour constitutionnelle et ses divisions internes Une (Sall) mise en garde à l'origine du mal du régime (Condé)

« Gardez-vous de succomber à la mélodie des sirènes révisionnistes, car si le peuple de Guinée vous a donné et renouvelé sa confiance, il demeure cependant légitimement vigilant. » Cette polémique mise en garde formulée en termes de requête expresse par le gardien en chef de la Constitution guinéenne est à l'origine du malheur qui s'abat sur lui le président de la Cour constitutionnelle depuis la cérémonie d'investiture de 2015.

**L**e président Kéléfa Sall s'adressait en effet au chef de l'Exécutif guinéen devant plusieurs de ses homologues chefs d'Etat venus lui apporter leur soutien fraternel. Mais parmi eux, les médias braquaient leurs caméras sur certains qui ont eu l'outrecuidance de changer la constitution de leurs pays afin de s'accorder la possibilité de se présenter éternellement aux élections présidentielles (qu'ils organisent comme ils le veulent afin de les remporter) tant qu'ils seront en vie. Ce sont particulièrement les présidents Denis Sassou N'Guesso du Congo, Ali Bongo Ondimba du Gabon et Obiang N'Guema de Guinée Equatoriale, tous présents à la cérémonie consacrant l'installation officielle d'Alpha Condé dans ses fonctions pour un second mandat de cinq ans à la présidence guinéenne. Le président Sall a-t-il outrepassé les limites de ses droits ou bien montré seulement la voie à suivre au premier chef d'Etat arrivé par élection à la présidence de la République guinéenne ?

Pour les inconditionnels du régime Alpha Condé, le président Kéléfa Sall n'avait pas à donner de leçons constitutionnelles au professeur de droit devenu président dans un pays qui n'avait jusqu'ici eu un seul bardé de diplômes comme locataire de Sékhoutoureye. Quant à ceux qui tiennent aux dispositions légales, ils estiment que le président Kéléfa Sall n'a fait que son devoir. Celui de rappeler en tout lieu, comme le veut la pratique juridique, ce qui est mentionné (et prévu) dans la Loi avant de prononcer toute décision. Mais à voir la réalité qui prévaut, l'on perçoit que le camp anti-



Le président Kéléfa Sall.



La déclaration historique du président Kéléfa Sall à Alpha Condé: « Gardez-vous de succomber à la mélodie des sirènes révisionnistes, car si le peuple de Guinée vous a donné et renouvelé sa confiance, il demeure cependant légitimement vigilant. »

Sall a pris le dessus. Et comme nul ne peut cacher le soleil avec une main, depuis la formulation de cette phrase, le président Sall n'est plus président que de nom.

Il est accusé de tout. Mais, comme dans la vie de l'homme l'occasion d'entrer dans l'histoire par la grande porte n'arrive qu'une seule fois. Rappelons également que si le fleuve fait des détours, c'est parce que personne ne lui montre le chemin. Alors, maintenant que cela est devenu une évidence, tout dépend du président Sall. A lui de savoir ce qu'il

veut : rester tranquille en observant la cacophonie actuelle sans rien faire ou bien prendre date avec l'histoire et rendre démission.

Parce que personne ne peut changer le destin d'un homme

à la place du bon Dieu, c'est donc maintenant ou jamais. Si le président Sall ne veut pas que le soleil lui tape le dos, la lune ne brillera pas sur son ventre.

Par N'Famory Keita

## le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau  
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)





L'installation des vendeuses est suspendue en attendant que la mairie et l'administration du marché trouvent de solution.

## GRAND MARCHÉ DE CONAKRY

### Deux instructions d'Alpha Condé irritent les femmes

Voilà à peine inauguré samedi 10 décembre, que la gestion du nouveau *Grand marché de Conakry* situé entre Bonfi et Kondébounyi suscite la colère des vendeuses.

Elles ont pris d'assauts les lieux jeudi 15 décembre pour exprimer leur ras-le-bol et dénoncer ce qu'elles ont appelé «l'affinité dans le partage» des 900 places disponibles sous les hagards du marché. Aux dires de certaines d'entre elles, l'octroi de place a été politisé. «Le président Alpha Condé a dit que le marché est construit pour les femmes. Mais, quand nous sommes venues le matin, on nous a fait comprendre que c'est les femmes qui partent au siège du RPG qui sont prioritaires et que c'est après elles que nous autres, nous allons être installées s'il y a de place restante. Nous ne sommes pas d'accord avec

cette décision», explique une manifestante.

La présence sur les lieux du gouverneur de la ville de Conakry, le général Mathurin Bangoura, du chef d'Etat major de la Gendarmerie, le général Ibrahima Baldé et de la maire de la commune de Matam n'ont pas dissuadé les femmes de bloquer la circulation.

La délégation finit par se rendre avec un petit groupe de femmes à la mairie de Matam pour entamer les négociations.

A la sortie, le gouverneur de la ville indique qu'il s'agit d'un problème d'incompréhension entre l'actuel administrateur du marché et la maire de Matam. «L'actuel administrateur dit qu'il a reçu les instructions du chef

de l'Etat pour faire la liste des femmes qui doivent vendre au nouveau marché. Il a fait une liste de 600 personnes. La maire de la commune aussi avait reçu, pendant la pose de la première pierre, des instructions du chef de l'Etat d'établir une liste des femmes qui doivent vendre là-bas. C'est ce problème qui se pose aujourd'hui».

L'installation des vendeuses est donc momentanément suspendue en attendant la mairie et l'administration du marché puisse de solution. La maire Mme Nènèncoyah Touré prie «au bon Dieu qu'il n'y ait pas de problèmes» pour que chaque femme ait sa place. «Il n'y a pas de critère parce que le président ne m'en a pas parlé. Il ne m'a pas dit de demander les extraits de naissance, ni des photos et ou de l'argent». Pour sa part, l'administrateur du marché n'a pas souhaité s'exprimer sur cette affaire.

Par Abdoul Malick Diallo

## RÉVÉLATIONS

### Un banquier français au cœur du scandale des mines en Guinée

A l'affaire des lampadaires s'ajoute un autre scandale. Ce document exclusif en dit long sur les réseaux mafieux qui succent le pays comme des sangsues. Bonne lecture !

François Polge de Combret, banquier français conseiller du président guinéen Alpha Condé, a joué un rôle central dans l'attribution de la concession du gisement de fer de Simandou, selon de nouveaux documents révélés par France 24.

France 24 est en mesure de faire de nouvelles révélations sur l'homme par qui le scandale est arrivé en Guinée. François Polge de Combret, un banquier français conseiller du président Alpha Condé, est dans l'œil du cyclone depuis la révélation de son rôle dans la dispute pour l'attribution de la concession de Simandou, l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde.

Simandou est l'objet de toutes les convoitises. Mais aussi de lourds soupçons de corruption à grande échelle. Depuis une dizaine d'années, les relations entre les compagnies minières avides de mettre la main sur cette poule aux œufs d'or et les pouvoirs successifs en Guinée ont donné lieu à de redoutables passes d'armes, dans la presse et devant les tribunaux. Après son élection en 2010, Alpha Condé a ainsi retiré les droits d'exploitation sur Simandou à la société BSGR, propriété de l'homme d'affaires franco-israélien Benny Steinmetz, l'accusant d'avoir obtenu ces droits grâce à la corruption. Celui-ci les avait obtenus en 2008 sous la dictature militaire, au détriment du géant minier anglo-australien Rio Tinto. Ce dernier a récupéré des droits auprès du nouveau régime en 2011. Mais ce contrat et ses acteurs sont désormais dans la ligne de mire des autorités de plusieurs pays occidentaux. À commencer par François de Combret. À la mi-novembre, à la suite des révélations du site

d'information Mediapart, le géant minier anglo-australien Rio Tinto admet avoir payé une commission de 10,5 millions de dollars à François de Combret afin d'obtenir des droits sur Simandou en 2011. Dans la foulée, la multinationale licencie deux de ses principaux dirigeants et alerte les autorités américaines, britanniques et australiennes. Le président guinéen nie toute malversation et affirme n'avoir pas été au courant que François de Combret, son condisciple à Sciences-Po Paris devenu son conseiller, travaillait pour Rio Tinto.

Un mail qui laisse supposer une relation entre François de Combret et Rio Tinto. Quant au géant minier, il affirme avoir découvert en août dernier, lors d'une enquête interne, un échange de courriels entre trois de ses hauts cadres discutant le paiement de François de Combret pour les services rendus par celui-ci dans la négociation du contrat de Simandou. Le contrat avait été conclu en avril 2011, un mois avant cet échange de courriels. Rio Tinto n'a jamais dévoilé ni la nature ni la durée de ses liens avec François de Combret.

Selon des documents obtenus par France 24, un lien entre Rio Tinto et le banquier français aurait persisté au moins jusqu'en mars de cette année. Un email daté du 15 mars 2016, envoyé à François de Combret par un banquier suisse, évoque en effet une lettre de Rio Tinto. L'objet du mail parle de "lettre Rio Tinto" et la première phrase évoque "la réception ce matin de la lettre de Rio Tinto."

Le courriel concerne la clôture de comptes détenus par une société contrôlée par François de Combret à la banque Piguet Galland à Lausanne et le

transfert des fonds vers un compte nominatif. Le message de Marc Brussard, directeur adjoint de la banque Piguet Galland, à son client semble indiquer que pour mener à bien l'opération, une lettre de Rio Tinto était nécessaire. Ce qui laisse supposer qu'il existait une relation, contractuelle ou autre, entre François de Combret et le géant minier.

#### Une société de François de Combret basée dans un paradis fiscal

Plus intrigant, l'opération concerne une société basée aux îles Vierges britanniques, un paradis fiscal. Le banquier indique en effet à François de Combret la procédure à suivre pour clôturer deux comptes détenus par Sufatos limited. Une société dont il précise dans son courriel que François de Combret est le directeur et bénéficiaire économique. Il lui enjoint de faire une déclaration aux autorités américaines, l'un des comptes ayant détenu plus de 250 000 francs suisses, le seuil obligatoire pour déclarer des sociétés aux autorités américaines. Or, cette déclaration, que France 24 s'est procurée, fait apparaître que Sufatos est enregistrée aux îles Vierges britanniques.

D'après les registres des îles Vierges britanniques que nous avons consultés, Sufatos a été créée en janvier 2011. Soit trois mois avant la conclusion du contrat de Rio Tinto sur Simandou, pour lequel le géant minier a versé à François de Combret les fameux 10,5 millions de dollars. Sufatos a été mise en liquidation le 15 juin 2016, soit exactement trois mois après l'échange de courriel entre Combret et son banquier évoquant la lettre de Rio Tinto.

Par ailleurs, la déclaration d'insolvabilité de Sufatos de juin 2016 mentionne, en gras, que les noms et les signatures des directeurs de la société sont omis. Une mesure inhabituelle, qui est d'ailleurs mentionnée une seconde fois

par l'administrateur de la liquidation, qui affirme que la déclaration d'insolvabilité est complète, "à l'exception des noms et signatures des directeurs."

Quant à l'adresse postale référencée à la fois sur les registres des îles Vierges britanniques et sur la déclaration aux autorités américaines, elle se trouve à Londres, où François de Combret est résident fiscal.

Le bien immobilier correspondant à cette adresse, d'une valeur estimée à plus de 4 millions d'euros, est, d'après les registres britanniques, propriété... d'une autre société domiciliée dans un paradis fiscal. Il s'agit de Teleus Investment limited, basée à Jersey, dans les îles anglo-normandes. D'après les registres disponibles, les actionnaires de cette société sont eux-mêmes des sociétés basées à Jersey.

Ces opérations dans des paradis fiscaux posent de nombreuses questions. Notamment celle de savoir pourquoi François de Combret décide de vider les comptes de sa société aux îles Vierges britanniques, puis de la liquider. Il se trouve que deux jours après le courriel de son



François Polge de Combret, conseiller du président Alpha

banquier évoquant la lettre de Rio Tinto, soit le 17 mars 2016, Rio Tinto annonce le départ de son patron Sam Walsh. Or, il se trouve que celui-ci est l'un des trois dirigeants qui évoquent les 10,5 millions de dollars de commission de François de Combret dans l'échange de mails révélé récemment.

#### "Aucun commentaire" de Rio Tinto, "tout est entre les mains des autorités de régulation"

La lettre de Rio Tinto au banquier français aurait donc été envoyée juste avant cette annonce. Pour tenter d'effacer les traces de la relation entre Rio Tinto et François de Combret ? Qui aurait ensuite voulu faire le ménage en fermant sa société aux îles Vierges ? Impossible de savoir car les principaux concernés ont décidé de garder le silence.

François de Combret, qui vit en Suisse, a refusé de répondre aux sollicitations de France 24, expliquant que les procédures en cours l'empêchaient de s'exprimer.

David Outhwaite, porte-parole de Rio Tinto, nous a déclaré que la société n'a "absolument aucun commentaire à faire, tout est entre les mains des autorités de régulation" américaines, australiennes et britanniques.

Début décembre, France 24 avait publié des extraits d'enregistrement datant de 2012 qui suggèrent que François de Combret intervenait auprès des compagnies minières impliquées à Simandou en tant qu'émissaire du président guinéen Alpha Condé. Des allégations niées par les autorités guinéennes et qualifiées de "risibles" par le président Condé lors de son passage à Paris courant décembre, selon l'hebdomadaire Jeune Afrique.

Sufatos a été créée le 4 janvier 2011, soit deux semaines après l'entrée en fonction d'Alpha Condé à Conakry le 21 décembre 2010. Aucun élément en notre possession à ce jour ne lie la présidence ou les autorités guinéennes aux circuits financiers de François de Combret.

Par Marc PERELMAN (France24)





## CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée  
La CNSS, l'institution qui garantit  
les travailleurs et leurs familles*

## Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales  
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents  
du travail et maladies professionnelles  
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides  
Des prestations de l'assurance maladie



## Podium magazine fête ses 15ans Et le Top 5 de Guinée devient le Trophée Mory Kanté !

Créé en 2001, le journal **Podium magazine** a célébré son 15e anniversaire ce jeudi 15 décembre 2016. La cérémonie a eu lieu au night club **Boulevard Select chez KPC**, en présence de membres de la jet-society guinéenne et de plusieurs hommes de médias et acteurs des arts de la scène.

Il est 21H30 au **Boulevard Select chez KPC**. La directrice déléguée de **Podium magazine**, **Rougui Cissé** livre son message de bienvenu aux invités. Elle laisse la place à son directeur général pour le speech spécial.

**Ibrahima Marco Bah** est tout vêtu d'un boubou traditionnel. Il rappelle que du 15 décembre 2001 au 15 décembre 2016 «*beaucoup d'eau ont coulé sous le pont*»,

mais malgré l'énormité de certaines vagues, l'édifice a tenu bon. Car, réchérît-il, «*au-delà du talent, c'est la passion qui domine*». Et cette passion a aidé Marco Bah et ses collègues de la rédaction et de l'édition à triompher en résistant ensemble aux mauvais temps et aux aléas de la production d'un magazine spécialisé, qui est d'ailleurs le premier et le plus innovant jamais publié en République de Guinée.



Séance de coupe du gâteau en présence d'invités de marque dans le prestigieux Boulevard Select chez KPC.

## SUCCÈS

Bafisher, l'infatigable porte-drapeau parlementaire guinéen

Au parlement de la CEDEAO, le député Alpha Souleymane Bafisher, leader général du PNR fait partie des représentants qui défendent avec la manière le drapeau de leurs pays (ci-contre il est avec le président du Burkina Faso Rock Marc Kaboré, ci-dessous à la première loge des parlementaires ouest-africains), en participant avec la manière aux débats de haut niveau tout en formulant des propositions contribuant à faire avancer l'Afrique et le monde. ■



Un fait. Une évidence. C'est tout cela qui fait de **Podium Magazine** le journal par excellence qui traite d'informations essentiellement culturelles suivant le principe directeur selon lequel «*seule la culture peut rassembler les guinéens*» de toutes régions et de toutes obédiences. Le speech de Marco Bah cède la place à la proclamation des résultats de la 7e édition du **Top5 de Guinée** qui prend désormais le nom de **Mory Kanté**, le célèbre maître de la kora électrique dont les chansons comme *Yèkèkè* ont été repris dans plusieurs langues étrangères. L'heureux récipiendaire du sésame est le majestueux **Petit Kandja**. Il est leur meilleur des meilleurs (lire aussi page 8). Il n'est plus à présenter au public mélomane guinéen. Le second trophée revient à celui qui l'a remporté: l'homme orchestre **Fodé Baro**. Le troisième de l'année par **Ibro Diabaté**. Le quatrième par l'héritier de Sékouba Fatako, le jeune **Habib Fatako** et le cinquième par la détonante **Djékoria Fanta**. Pour finir en beauté la série de célébrations, une cérémonie officielle consacrant la remise



Le trophée destiné à Lama Sidibé qui l'a reçu au stade de Nongo samedi, à l'occasion de ses 20 ans de carrière.

du trophée au **Meilleur chanteur de l'année 2016** aura lieu lieu ce mardi 20 décembre dans les locaux du prestigieux Centre culturel franco-guinéen (CCFG). Une belle initiative qui célèbre les 15 ans d'un magazine devenu référence dans le paysage culturel guinéen !

Par Abdoul Malick Diallo

le populaire

Suivre le journal qui vous ressemble, c'est possible !



RDV maintenant sur Twitter  
@LEPOPconakry



## Interview de Me Salif Kébé, porte-parole de la Ceni (suite et fin)

## Suite de la page 2

Sinon, initialement c'est 450 milliards qui avaient été prévu globalement. Mais, petit à petit on est revenu à 150 milliards.

## Est-ce qu'aujourd'hui ces 150 milliards sont à la disposition de la Ceni?

Non, c'est ce que l'Etat devait mettre à notre disposition. Mais, vous savez comme à notre habitude chaque fois que nous émettons de besoin, l'Etat met les montants à notre disposition. Que ça soit pour le budget de fonctionnement ou le budget électoral. Toutes les activités prévues à l'avance, nous soumettons la partie du budget concernant ces activités-là et les montants sont versés à la CENI qui les utilise.

## Cela voudrait-il dire qu'il n'y a pas plus de gap à combler par la Ceni aujourd'hui?

Non, il y a toujours de gap à combler parce que ça c'est en fonction de disponibilité de l'Etat. Quand vous dites que vous avez besoin de 150 milliards FG d'ici le mois de février et que l'Etat vous dise qu'il ne peut avoir que 80 milliards cela veut dire que les 70 milliards restants il va falloir les chercher ailleurs. Je ne suis pas actualisé sur les informations en ce qui concerne le budget. Mais, ce que j'avais laissé avant d'aller en congés c'est de ça je vous parle.

## Est-ce que le délai de 60 jours pour la fixation du scrutin est valable aussi pour les communales?

Bien sûr, sauf si le dialogue avait prévu une exception sinon c'est valable pour les élections locales.

## Comme l'Accord du 12 octobre n'a pas prévu d'exception en ce sens, Alpha Condé n'a que jusqu'au 30 décembre pour fixer la date du scrutin au risque de reporter les communales à une date ultérieure?

Vous tirez une conclusion là. Je n'en suis pas à ce niveau d'abord. Mathématiquement, Oui. Il y a une chose aussi parce que nous devons aller avec des lois aux élections. Ces lois ne sont pas encore votées. Est-ce qu'il est prudent de penser qu'on pourrait régler cette question avant fin février?

## C'est une question que j'allais vous poser.

Donc, voilà pourquoi, il serait trop anticipé de parler d'élections en février. Attendons que l'Assemblée nationale vote les lois et que les outils soient mis à nos dispositions pour que nous puissions nous programmer en fonction.

## Est-ce qu'il y a un délai prévu pour l'examen d'un projet ou d'une proposition de loi au Parlement?

Habituellement c'est prévu dans le règlement intérieur. Mais, vous savez qu'il n'y a pas de règlement intérieur à



Me Salif Kébé, chef du département juridique et porte-parole de la Ceni.

l'Assemblée nationale. Mais dans le cas précis, il avait été prévu que ces lois-là soient votées pour que nous puissions aller aux élections au mois de février 2017. Mais puisque les lois ne sont pas votées encore donc, nous ne savons pas à quelle date nous serons en possession de ces lois. Maintenant, sauf si nous décidons de faire exception, il y a quand même des conventions internationales (le Pacte de convergence de la CEDEAO, ndlr) qui nous interdit d'appliquer une loi qui vient d'être promulguée 6 mois avant l'élection.

## Ya-t-il d'autres activités à réaliser avant la fixation de la date?

Bien sûr ! Il y a beaucoup d'autres activités à réaliser avant qu'on ne fixe la date des élections.

## Pouvez-vous nous rappeler quelques unes d'entre elles?

Toute suite là ça va être difficile pour moi de le faire. Il y a une longue formation que nous devons faire. La formation des membres des bureaux de vote, de CACV (Commission administrative de centralisation des votes, ndlr). Même la formation de nos démembrements doit être réalisée. A ce jour, nous sommes pratiquement à la fin du découpage sur le terrain. Au moment du dialogue, il se trouvait que cette activité-là avait déjà été lancée. Nous avons les résultats de ce travail. Maintenant, il y a les listes électorales, l'impression des cartes électorales qui doivent être faites.

## Quel est le résultat du découpage en termes du nombre de bureaux de vote?

Bon, je n'ai pas l'information et il ne faut pas que je dise n'importe quoi.

Réalisée par  
Abdoul Malick Diallo

Haute Autorité de la Communication (HAC)  
Mme Martine Condé décorée

En marge des travaux de la 8ème Conférence du Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication (RIARC), tenus du 6 au 8 décembre 2016 dans la Capitale Béninoise, la Présidente de la Haute Autorité de la Communication (HAC), Mme Martine Condé a eu l'insigne honneur d'être décorée citoyenne de l'Ordre national du mérite du Bénin.

C'est au cours d'un dîner gala organisé dans la salle polyvalente du Palais des Congrès de Cotonou, que cette distinction ordonnée par le décret de M. le Président de la République, Chef du Gouvernement du

Bénin, Son Excellence M. Patrice A. Talon a été décernée à Mme Martine Condé par le Vice-Chancelier de l'Ordre National du Mérite du Bénin. Une distinction qui sonne comme une récompense au dévouement de cette

défenseuse de la liberté d'expression dans l'émergence du RIARC.

A chaud, la Présidente de la HAC s'est dit très touchée par cette distinction, qu'elle dédie d'ailleurs à M. le Président de la République, avant de promettre à redoubler d'efforts pour la cause des Instances Africaines de Régulation de la Communication.

Bravo et bonne continuation Mme la Présidente !

**Yamoussa Touré**  
SERVICE DE  
COMMUNICATION  
DE LA HAC



Mme Martine Condé devient Citoyenne de l'Ordre National du Mérite du Bénin.

## Sagesse

1 La vieille philosophie de l'oeil pour l'oeil n'a jamais fait que des aveugles.  
Gandhi

2 La chose importante à garder en tête est qu'il ne faut jamais attendre une minute pour commencer à changer le monde.  
Anne Franck

3 On est dédommagé de la perte de son innocence par celle de ses préjugés.  
Denis Diderot

Trophée TOP 5 Mory Kanté 2016  
Pétit Kandia, le meilleur des meilleurs

Superbe fin d'année pour les sociétaires du groupe musical Conakry Cocktail, ainsi que les membres de l'équipe managériale Kampony Productions, la structure qui encadre l'artiste-chanteur Petit Kandia ! En effet, leur idole vient de se distinguer avec brio au sommet du Top 5 de Guinée doté du trophée du Meilleur chanteur de l'année 2016 intitulé Trophée Mory Kanté. Décerné pour la première fois de l'histoire du pays à l'occasion de la célébration des 15 ans du journal Podium magazine. ■







Découvrez le pari en ligne sur [www.guineegames.com](http://www.guineegames.com)

## VERS LES ELECTIONS COMMUNALES EN GUINÉE

### Le RAJ-GUI œuvre pour l'éducation électorale des jeunes

Le Réseau Afrique jeunesse de Guinée (RAJ-GUI) en collaboration avec le PACEG a organisé du 15 au 16 décembre à Conakry un atelier préparatoire d'élaboration, de partage et de validation des outils de mise en œuvre du projet d'appui à la mobilisation des jeunes et à leur éducation électorale pour des élections locales réussies et apaisées en Guinée. En prélude aux élections locales de 2017, le RAJ-GUI a opté pour l'éducation

électorale des jeunes pour une meilleure compréhension de ces échéances à venir. C'est dans ce cadre qu'il a mis en œuvre les activités du «Projet d'appui à la mobilisation des jeunes et à leur éducation électorale pour des locales réussies et apaisées».

Ce projet vise à renforcer l'éducation et l'information des citoyens sur les enjeux et le cadre juridique des élections locales dans les **38 communes** urbaines et **304 communes** rurales du pays.

**400 jeunes** issus des communes urbaines et rurales vont être formés sur les enjeux, le cadre juridique et institutionnel des élections locales ainsi qu'à la culture de la paix et à la non-violence en période électorale. Une campagne de sensibilisation de proximité sera également organisée dans les circonscriptions électorales afin d'encourager le vote citoyen des jeunes. Pour atteindre les résultats escomptés, il est prévu l'organisation d'une rencon-

tre préparatoire d'élaboration, de partage et de validation des outils, la formation de 400 jeunes animateurs et leur déploiement sur le terrain et également des actions de communication. Créée en 2004, le RAJ-GUI est une plateforme nationale composée de 20 ONG dont l'objectif est de renforcer les capacités des organisations de jeunesse à travers la formation sur les questions de développement.

Par D.A.Malick



Photo de famille marquant le lancement officiel de l'atelier préparatoire du 15 au 16 décembre 2016 à Conakry.

## RÉTROSPECTIVE SACRÉ MEILLEUR JOURNALISTE CULTUREL DE L'ANNÉE

### Mady Bangoura se confie à Kolomatin

Après son sacre aux trophées **Djéliba**, le directeur de publication de votre hebdomadaire a été l'invité de l'émission **Kolomatin** de la télévision publique guinéenne.

Le mercredi 30 novembre, Mady Bangoura a été reçu par la fulgurante animatrice culturelle **Aya Diawara** dans l'émission **Kolomatin** de la Radiodiffusion télévision guinéenne (RTG). Là, l'heureux récipiendaire a exprimé toute sa joie de se distinguer dans un métier qu'il n'a pourtant pas appris à l'école. Autant retenir que toute chose qu'on décide d'entreprendre, il faut l'entreprendre avec amour, sérieux et habileté. C'est du moins qu'a dit le journaliste mardi 6 décembre au micro de ses confrères de la radio **Espace FM** qui lui ont demandé dans l'émission **Carrément Zakaria** le secret qu'il a – lui sociologue – de venir s'imposer au milieu des « professionnels » du métier. « Je vous rends responsable de vos mots, mais je ne me mets pas à l'écart des professionnels. Pour preuve, je suis directeur

de publication d'un grand journal qui est lu à travers le monde entier, parce qu'il est le seul journal papier bien sûr, mais qui existe en version électronique. J'exerce ce métier depuis 2011 et traite de toutes les questions, notamment politiques, économiques, sportives, culturelles, des faits de société et même des investigations. Si durant tout ce temps je n'ai pas eu de démêlé avec la justice, le CNC d'alors et aujourd'hui la HAC, c'est sans nul doute parce qu'il y a un certain profession-

nalisme qui caractérise ma démarche », s'est-il enorgueilli. Sacré Mady, le directeur de publication de votre semainier **Le Populaire** gratifié de deux distinctions honorifiques le vendredi 11 novembre à Conakry. C'était à la faveur de la 3e édition du Prix Djéliba initié par la structure Kouma Multimédias. Il s'agit du Prix du meilleur article de presse écrit sur la Culture, et le Grand prix Djéliba du meilleur journaliste culturel de 2016. Deux précieux sésames qui récompensent

l'engagement de Mady Bangoura à assurer une meilleure visibilité à la Culture et aux acteurs culturels, mais le parcours annuel du journaliste qui, il convient de le rappeler, s'était adjugé ce même Prix du meilleur article de presse écrit sur la Culture lors de la première édition du concours en 2014. A la prononciation du verdict au Centre culturel franco-guinéen par le jury présidé par Joe Soumah de la RTG, le public a été unanime que l'heureux

récipiendaire mérite bien ses distinctions, même s'il était en compétition avec 4 autres nominés pas des moindres. Notamment **Salématou Baldé** du groupe SGI (Chérie FM, Tamtanguinee.com et TA TV), **Salim Souaré** du groupe Hadafo Médias, **Mohamed Barry** du groupe de presse "La République-City FM" et de **Kalenews.org**, ainsi **Fodé Sita Camara** du site d'informations culturelles **Afroguinee.com**.

Par Abdoul Malick Diallo



Mady Bangoura, sacré meilleur journaliste culturel de l'année ...



... reçu par Aya Diawara dans l'émission Kolomatin de la télévision nationale.



# vox africa



## VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINNE PAR EXCELLENCE

SFR  
555

free  
475

Bbox  
661

LES ROUGES  
CANAL+  
33

numericable  
288

DARTY BOX  
650

zuku  
824

sky  
218

DStv  
191

GOLV  
16

vox africa

@VOXAFRICA /VOXAFRICA

www.voxafrica.com



# RÉTROSPECTIVE Miss Guinée France

## Nos lecteurs jugent le «travail des fourmis»

L'image d'une jeune guinéenne de France **dynamique** et **positive** qui se retrouve chaque année autour de cet événement exceptionnel.

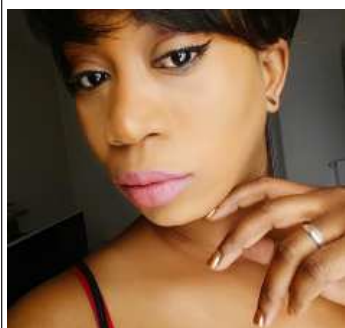
Voilà résumé l'essentiel du jugement de nos lecteurs sur l'élection **Miss Guinée France**, un événement unique en son genre devenu au fil des éditions le plus attractif des rendez-vous annuels de notre diaspora dans la capitale française. Merci d'avance de nous faire part de vos critiques et suggestions !

Par La rédaction



Le manager de Miss Guinée France, Alpha Sy et notre envoyé spécial Ahmed Tidiane Diallo, en compagnie des candidates, peu avant le verdict final.

## Comment jugez-vous cette élection ?



**Dima Keita**

Animatrice radio/TV  
Collaboratrice de l'émission "La rétrospective people".

« Ce qui m'a toujours plu à cet événement, c'est le côté organisation. C'est toujours au top, et les projets des Miss sont très intéressants. Je pense que le jury a eu du mal à les départager, parce qu'aujourd'hui ce n'est pas que la beauté physique qui compte, il y a également celle intellectuelle. Et ces miss ont une beauté intellectuelle incroyable. J'invite les autres à venir assister l'année prochaine à la 10e édition. Cela veut dire que ça fait dix ans que l'événement existe. C'est un exploit. »



**Kadiatou Diallo**

Miss Guinée Belgique 2016

« C'est un immense plaisir pour moi d'être là et de vivre cet événement où on peut rencontrer beaucoup de guinéens. Assister à cet événement, on se donne beaucoup de plaisir et de bonheur parmi tant de guinéens. C'est l'événement des guinéens la plus sollicitée de la France. »



**Abraham Camus Camara**

Journaliste à la RTG Boulbinet

« Au-delà du contour de l'édition, il y a l'harmonie. Puisque l'appel a été répondu par pas mal de guinéens qui se sont déplacés de très loin pour venir assister à l'événement. Tout ce qui est au contour de l'édition, je vois qu'il y a des petits couacs. Mais bon, c'est comme ça aussi. Ce n'est certainement pas une fausse note. Tout s'est bien passé. Et je pense que ceux qui ne sont pas venus ont raté un événement. Parce que ça permet de faire des rencontres et partager pas mal de choses entre guinéens. »



**Daouda Conté**

Président de l'Association des étudiants guinéens du Nord Pas de Calais (ASEGUI-NPDC)

« C'est une réussite totale et sur toute la ligne, dans la mesure où il y a une forte mobilisation d'une part. Et de l'autre, l'organisation est impeccable non seulement de par la qualité de l'événement, des différentes programmations, mais aussi de l'installation des différents stands. Je ne peux qu'exprimer un sentiment de joie très immense à l'endroit des organisateurs de cette 9e édition. »



**Djija Baldé**

Présidente de la structure de récompense "Talent de Guinée" et "L'Afrique a du talent".

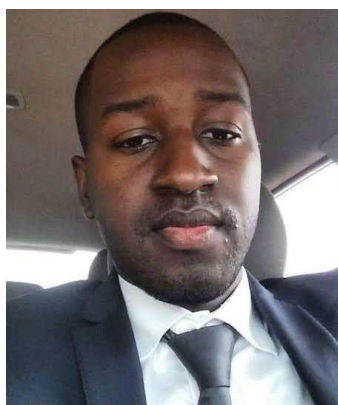
« C'est un plaisir pour moi comme chaque année d'assister à Miss Guinée France, le seul événement qui parle de la culture en un mot. C'est une association dont *Talent de Guinée* a toujours été fier et accompagné. Nous sommes fiers d'eux, parce qu'ils ressortent réellement la beauté guinéenne, parce que la beauté, en un mot, c'est chez nous, en Guinée. Je suis vraiment désolé pour les personnes qui ne sont pas là cette année. »



**Alpha Oumar Ly Bah**

Styliste et modéliste de la maison Alpha'O fashion, Vice-président de la Fédération patronale des industrielles, prêt à porter, cosmétiques, coiffeurs, couturiers, confections, stylistes de Guinée.

« C'est un événement qui fait la fierté de la Guinée, qui valorise la Guinée et magnifie la femme guinéenne. Pour moi, c'est toujours une joie très immense d'être là. Je pense que l'essentiel c'est de continuer chacun à contribuer à l'épanouissement de ce genre d'événement à l'extérieur du pays. Miss Guinée France, c'est la Guinée dont on vend l'image, qui gagne. »



**Mamadou Pathé Diallo**

Développeur d'applications informatiques.

« C'est une joie d'être là. J'ai vu la communauté guinéenne très mobilisée sur Paris. Il fallait être là pour voir combien de fois nos Miss sont belles. Les organisateurs doivent être soutenus pour leur courage. Car, ce n'est pas facile d'organiser et réussir l'événement. Félicitations à toute l'équipe ! Une fierté guinéenne. »



**Didier Teurquétel**

Photographe professionnel, agent mannequin.

« Le discours de ces très jolies miss, je le trouve sincère. Malgré leur jeune âge, elles osent parler comme ça et ça me plaît de les voir assez mûres. Rencontrer toutes ces jolies filles déjà, faire des rencontres avec des gens sympathiques et puis connaître un peu la culture de chaque pays: la Guinée ou la Côte d'Ivoire que je fais souvent aussi et plusieurs autres pays africains que j'aime bien. »

## JUSTICE

TRANSFÈREMENT  
DU DOSSIER DU  
MASSACRE DU 28  
SEPTEMBRE À LA CPI:

**Qui veut  
insulter les  
magistrats  
guinéens?**

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux a réagi au communiqué de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) demandant l'ouverture du procès sur le massacre du 28 septembre 2009 l'année prochaine. Le ministre **Me Cheick Sako** explique que la FIDH «est absolument dans son rôle quand elle dit qu'il faut que le procès ait lieu en 2017». Mais, précise-t-il, «les ONG ne peuvent pas nous imposer leur calendrier». Car, ajoute-t-il, «tant que l'instruction n'est pas bouclée, on l'espère avant la fin du mois de janvier» le procès ne devrait pas s'ouvrir.

D'ailleurs, pour le ministre, la demande de transfèrement du dossier du 28 septembre à la CPI constitue une insulte aux magistrats guinéens.

«Je commence par monsieur Kaba qui est président de l'INDH, qui est une organisation constitutionnelle. Quand il demande que la CPI se saisisse du dossier parce que la justice guinéenne est incapable, il insulte les magistrats guinéens. Ça, je ne peux pas l'accepter». Me Sako a également répliqué aux propos du porte-parole de l'opposition qui avait également demandé que la CPI se saisisse du dossier.

« Avec Aboubacar Sylla, on est un peu habitué, il dit n'importe quoi. Il est député de la République, il ne faut pas qu'il dise qu'il faut que la CPI se saisisse du dossier. C'est aussi une insulte aux magistrats guinéens ». Tout y est. Le Garde des Sceaux s'est exprimé. Les réactions ne vont certainement pas tarder.

Le massacre du 28 septembre 2009, perpétré sous le régime du capitaine Dadis Camara, a fait au moins 157 morts, des portés disparus, des viols collectifs de femmes et des blessés graves.

Par Abdoul Malick Diallo



Me Cheick Sako, ministre d'Etat, ministre de la Justice.





## CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée  
La CNSS, l'institution qui garantit  
les travailleurs et leurs familles*

### Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales  
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents  
du travail et maladies professionnelles  
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides  
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

**lecourrier**  
**deConakry.com**



*L'information citoyenne*

[www.lecourrierdeconakry.com](http://www.lecourrierdeconakry.com)

**Courriel: [lecourrierdeconakry@gmail.com](mailto:lecourrierdeconakry@gmail.com)**



## MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences

Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement

Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,  
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013\_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

### CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74\_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70

E-mail: [contact@majafrique.com](mailto:contact@majafrique.com) Site Web: [www.majafrique.com](http://www.majafrique.com)

### CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48

Email : [scama84@yahoo.fr](mailto:scama84@yahoo.fr)



El Hadj SEKOU CAMARA  
Directeur Délégué  
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people  
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

[www.conakrylemag.com](http://www.conakrylemag.com)

[contact@conakrylemag.com](mailto:contact@conakrylemag.com)



**ONAKRYLEMAG.com**  
ACTUALITÉS GUINÉE

## BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour  
les grandes retrouvailles

## Chez Tonton Dacky



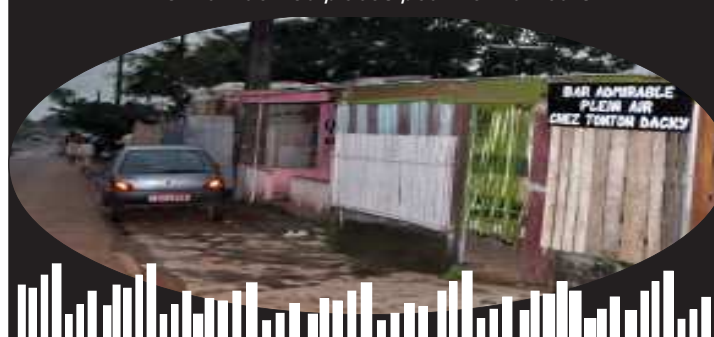
Rendez-vous à

# Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR  
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

## TÉL: 622 98 78 36

Bar de 50 places  
Terrasse couverte pour votre confort  
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



## ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur  
[www.actuconakry.com](http://www.actuconakry.com)

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : [actuconakry@gmail.com](mailto:actuconakry@gmail.com)





# Guinée Games

Million wan waran



9H00

Terre à Terre  
11H30



12H00

BANNA **BELEBELE**  
13H30



15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-  
HERI-NATIONAL-JACKPOT  
18H00

6 Tirages par jour

42 Tirages par semaine

168 Tirages par mois

2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**



**LOTO 5/90**